

Rapport d'Orientations Budgétaires 2024

Intervention de Fatiha Aggoune
Présidente du groupe Val-de-Marne en commun – PCF et Citoyen·nes

Monsieur le Président, Chers collègues,

Le 2 avril prochain, dans trois semaines à peine, nous débattons du Budget 2024. **Les Orientations Budgétaires présentées aujourd'hui sont une étape importante.** Elles préfigurent les intentions politiques de la majorité départementale. Au-delà, elles proposent une vision globale de ce que sera l'année 2024 : situation macroéconomique et sociale, fiscalité, dette et investissement.

C'est donc avec le plus grand sérieux que nous avons procédé à l'étude de ce rapport. Nous remercions l'ensemble des services – dont le Pôle Ressources et la Direction des finances – pour leur travail.

Je commencerai par traiter du **contexte budgétaire**. Sans surprise, pour ce qui est des constats, nous pourrions sans doute nous retrouver sur de nombreux points.

Le Département est effectivement placé dans une situation financière intenable, suite aux choix effectués par Emmanuel Macron et ses gouvernements depuis 2017. Je le dis avec gravité, ce sont des choix de mise en danger du couple commune-Département, double pilier de la République décentralisée.

Des choix de « double mise sous tutelle par l'État », comme l'a dit la semaine dernière le sénateur du Val-de-Marne Pascal Savoldelli, lors du débat sur les finances des Départements à la Chambre haute.

Tout a en fait, commencé avec la suppression de la taxe d'habitation, une mesure électoraliste qui aura eu des conséquences en cascade jusqu'à aujourd'hui. Retrait de la part de taxe foncière, retrait de la CVAE... Non seulement **le Département n'a plus de ressources fiscales pilotables** garantissant son autonomie et donc sa libre administration, **mais en plus il est soumis aux variations inhérentes aux ressources qui lui restent**, en particulier la TVA et les DMTO.

Concernant les Droits de Mutation, comme l'a reconnu notre collègue Hervé Gicquel en 1^{ère} commission, il est très difficile d'anticiper ce que sera la conjoncture d'ici la fin de l'année 2024 – nous y reviendrons. Ce dont nous sommes sûrs en revanche, c'est que nous avons subi, du Compte Administratif 2021 au Compte Administratif Anticipé 2023, **une chute de 120 millions d'euros. Un tiers de DMTO en moins en deux ans, donc.** Il est évident que ni la TVA, ni la TSCA ne peuvent compenser cet effondrement.

On voit bien l'absurdité des mesures gouvernementales. Les ressources du Département sont désormais entièrement corrélées au volume d'activité économique.

Cela veut dire, mathématiquement, qu'**au moment où survient la crise économique et donc la crise sociale, la collectivité chef de file de l'action sociale devient incapable d'y répondre, faute de recettes !**

On marche sur la tête.

Une tout autre ambition est nécessaire pour conforter le service public départemental, lui donner les moyens d'accompagner les populations au quotidien et de prévoir l'avenir.

C'est ce que nous défendons en cohérence, ici au Département, dans les villes mais aussi au Parlement, et dans toutes les instances où peut se faire entendre l'intérêt du Val-de-Marne. En ce sens, nous continuerons à participer à toutes les mobilisations de défense du service public et des ressources des départements.

Nous n'oublions certes pas, chers collègues de la Droite, votre léger manque de crédibilité pour dénoncer dans ce ROB les mauvais coups portés aux collectivités territoriales, tant vos parlementaires ont accompagné et accompagnent encore les politiques d'austérité. Mais après tout, c'est surtout votre problème. Si Monsieur le Président, vous décidiez de lancer demain la mobilisation populaire avec les Val-de-Marnais, avec les agents pour défendre le Département, nous en serions. Voilà, la main est tendue, le message est passé.

Pour revenir au contexte budgétaire, plusieurs menaces récentes ne sont pas mentionnées dans le ROB : le projet Attal de basculement des bénéficiaires de l'ASS vers le RSA (qui serait désormais limité aux seuls nouveaux entrants ?), les 10 milliards d'économies du décret Le Maire – M. Gicquel les a certes évoqués dans sa présentation – ou encore les préconisations du Conseil des Prélèvements Obligatoires relatives à la suppression de tout ou partie des DMTO !

Plus inquiétant, à la lecture attentive de vos prévisions **plusieurs dépenses nous semblent très fortement sous-évaluées, et plusieurs recettes surestimées.**

Ainsi le recul prévu des DMTO, 9 millions par rapport au CAA 2023, semble très faible. Les taux d'emprunt restent très élevés, le nombre de transactions est toujours au plus bas et la baisse des prix de l'immobilier encore limitée. Rien ne laisse présager un retournement de conjoncture d'ici à la fin de l'année. La progression de la TVA, elle, est très optimiste : vous prévoyez +12,4% !

Quant aux dépenses, c'est incompréhensible. **Pouvez-vous nous expliquer à quel titre les dépenses obligatoires d'accueil via l'aide sociale aux personnes handicapées et aux personnes âgées baisseraient,** respectivement de 6,2 et 5,6 millions d'euros ? Les dépenses au titre du RSA, de l'APA et de la PCH nous semblent également minorées.

Sur le RSA, comment pouvez-vous à la fois chiffrer la revalorisation d'avril 2024 à 6,85 M€, et prévoir une stabilité des dépenses de RSA ? Et j'y reviendrai.

Au total entre dépenses et recettes, **le delta entre votre ROB et les prévisions réelles que vous auriez dû présenter est d'au moins 30 millions d'euros...** Pour comprendre ce tour de passe-passe, pas besoin d'aller chercher bien loin. Vous vous êtes appuyés sur une combine bien connue, la comparaison de BP à BP (Budget Prévisionnel). Mais le réel ça n'est pas le BP, c'est le CAA (Compte Administratif Anticipé).

Connaissant la compétence des services, il ne s'agit pas d'erreurs techniques, mais bien d'une commande politique. Il semble que **vous souhaitiez à tout prix afficher une épargne fictivement nette, même si cela ne correspond pas à la réalité.** Cela présage-t-il d'un budget insincère ? Chers collègues de la majorité nous ne partageons pas cette approche, qui ne permet pas un débat d'orientations budgétaires « cartes sur table ». **Face à la gravité de la crise que traversent les départements, nous devons dire la vérité,** même lorsque celle-ci est dure à entendre.

Vous avez préféré, une fois n'est pas coutume, **tordre la réalité pour la faire correspondre à votre récit, celui d'un « redressement » des finances départementales à partir de 2021.**

Et peu importe si les faits vous donnent tort – à l’instar de la progression de l’encours d’emprunt de plus de 200 millions d’euros en trois ans ! Nous entendrons sans doute **un nouveau bout de votre récit lors du débat sur le dernier rapport de la CRC**, mais là aussi nous serons là pour rappeler la réalité des faits.

Au final, votre volonté d’apparaître à tout prix « bons gestionnaires » vous conduit à présenter **un rapport essentiellement comptable, caractérisé par l’absence d’orientations politiques fortes, de vision pour le Val-de-Marne.**

Pour l’année 2024, vos ambitions semblent se limiter au passage de la flamme olympique et au plan 50 000 arbres... C’est bien, mais pour un Département populaire de 1,4 million d’habitants aux portes de Paris, en pleine mutation et confronté à des défis inédits, avouez que c’est un peu court. Les crèches, les collèges, les politiques de solidarité qui font l’identité du Val-de-Marne sont à peine cités.

Reste une satisfaction dans ces Orientations Budgétaires : l’expérimentation par le Département d’un Budget vert... une mesure que vous mettez entièrement à votre crédit, sans préciser que c’est maintenant une obligation légale ! Nous sommes favorables à ce type d’outil, pour mieux mesurer l’impact carbone de nos politiques publiques. Cela ne garantit en rien des arbitrages politiques en faveur du climat, mais cela renforce notre visibilité sur les conséquences concrètes des décisions prises ici. Affaire à suivre, donc.

Également au rang de vos priorités affichées, le RSA. Parlons-en ! Non contents de poursuivre une politique d'externalisation au coût élevé et aux résultats incertains, vous avez décidé d'**appliquer un an plus tôt le RSA « sous conditions » en Val-de-Marne !**

Il est d'ailleurs scandaleux que notre assemblée n'ait pas été saisie jusqu'à ce matin, et que les élus aient appris cette information par la presse comme de nombreux collègues s'en sont émus. Pour nous, **le Département ne devrait pas être le prestataire de service zélé des politiques les plus rétrogrades de ce gouvernement.** Par ailleurs, quels sont les effets financiers de cette mesure pour le Département ? Les 15 millions d'euros évoqués ce matin sont-ils pris en compte dans ce ROB, puisque les 15h obligatoires pour les allocataires du RSA n'y sont pas citées ?

Si vous souhaitez vraiment négocier avec le gouvernement, **vous seriez mieux inspirés de demander la renationalisation du RSA comme l'a obtenu la Seine-Saint-Denis.** Cela aurait constitué une vraie bouffée d'air pour ce budget !

Nous souhaitons aussi partager **nos profondes inquiétudes quant à l'avenir des politiques publiques volontaristes du Département.** À vous lire, 2024 sera une « année de transition », qui verra la « remise à plat de nos politiques publiques ». Pouvez-vous nous éclairer sur le sens de ces formules ? Faut-il s'attendre à de nouvelles mesures de démantèlement du service public départemental ?

C'est aussi ce que laisse sous-entendre la programmation pluriannuelle, avec **un coup de frein, voire une diminution sur les crédits d'investissement pour les collèges.**

Page 47, la reconstruction des collèges Dorval à Orly et Saint-Exupéry à Ormesson n'est plus évoquée. Qu'en est-il ? Il s'agit des derniers collèges Pailleron en Val-de-Marne ! **Pas non plus de nouvelles crèches** envisagées, hors les projets déjà engagés par la gauche.

Nous sommes inquiets également pour le personnel départemental, qui se voit annoncer une baisse de 6 millions d'euros de crédits par rapport à 2023.

Pour conclure, **je répondrai, par anticipation, à la question que vous ne manquerez pas de poser** en réaction à mon intervention :

« Mais qu'auriez-vous fait à notre place, Mme Aggoune ? »

Qu'aurait fait la gauche, en responsabilité dans ce Département ? Pas de tour de magie, évidemment. La crise immobilière est là et plombe les recettes, la crise sociale est là et pèse sur les dépenses. Nous ne nions pas la difficulté de l'exercice budgétaire à réaliser.

Nous aurions regardé la réalité en face, sans enjoliver les chiffres, afin d'ajuster et adapter au mieux l'intervention départementale, en assumant des choix, qui oui peuvent être cornéliens, et des priorités politiques.

Nous aurions proposé, au vu de la situation, des économies pensées au plus juste, en prenant le temps d'associer l'ensemble des services pour préserver toujours le service rendu aux populations.

Ça n'est pas une vue de l'esprit : la gauche a su le faire en 2008, après la crise des subprimes !

Surtout, pour construire ces Orientations Budgétaires, **nous serions partis de la situation du Val-de-Marne, des besoins des Val-de-Marnais**, pour en déduire le sens à imprimer aux politiques publiques départementales. Sans renoncer à nos ambitions !

Face à l'explosion de la précarité pour les classes populaires et moyennes, face aux difficultés du petit commerce et des agriculteurs, **nous aurions porté la création du Chèque Val-de-Marne Alimentation**, cofinancé par l'État. Nous vous l'avons proposé en 2023 : où en êtes-vous sur ce dossier ?

Face à la crise du BTP, de l'immobilier, face aux incertitudes de la plateforme d'Orly, **nous aurions initié autour du Département une grande conférence des acteurs économiques du Val-de-Marne !** Vous ne l'avez pas fait, mais il est toujours temps de se lancer : voilà donc une nouvelle proposition que nous mettons en partage.

Mais de tout cela, nous n'avons donc pas entendu parler dans vos Orientations Budgétaires. Et c'est sans doute logique. **Car à vos yeux au fond, le Département n'est pas tout à fait une collectivité à part entière.** À observer votre pratique depuis 3 ans, il s'apparenterait plutôt pour vous à une méga-intercommunalité au service des maires. Nos conceptions, Monsieur le Président, chers collègues de la majorité, divergent fondamentalement sur ce point.

Un ROB irréaliste dans ses prévisions, sans projet ni vision départementale... Autrement dit, à l'opposé de notre conception d'un Département utile, solidaire et innovant.

Sans surprise, nous serons au rendez-vous dans les prochaines semaines pour **faire vivre le débat démocratique, porter l'opposition à vos choix et construire l'alternative** au service des Val-de-Marnais et de leur avenir.

Je vous remercie de votre attention.

Seul le prononcé fait foi